

Convention collective départementale

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE
PAR CATALOGUE
(NORD ET EST DE LA FRANCE)
(6 février 2001)**

(Bulletin officiel n° 2001-4 bis)

*(Etendue par arrêté du 10 février 2002,
Journal officiel du 23 avril 2002)*

**AVENANT N° 2 DU 9 NOVEMBRE 2004
PORTANT MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION
ET DE L'INTITULÉ DE LA CONVENTION**

NOR : *ASET0550108M*

IDCC : *2198*

Article 1^{er}

Modification du champ d'application

En application de l'article L. 132-16 du code du travail, l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective nationale des entreprises de vente par catalogue est modifié comme suit :

Article 1^{er}

Champs d'application

La présente convention collective ainsi que ses avenants et annexes sont conclus en application de la loi du 13 novembre 1982 modifiée et de la loi du 11 février 1950.

Ces textes règlent les rapports de travail entre les employeurs et les salariés des entreprises de vente à distance (VAD) dont l'activité principale est le commerce de détail de tout type de produits par tout média. Cette activité est généralement répertoriée aux numéros 52.6A (vente par correspondance sur catalogue général) et 52.6 B (vente par correspondance spécialisée) de la nomenclature des activités françaises résultant du décret n° 2002-1622 du 31 décembre 2002 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits.

Cette convention collective ainsi que ses avenants et annexes s'appliquent également aux personnels de ces entreprises travaillant dans tous centres liés à l'activité principale tels que entrepôts, centres d'appels, sièges sociaux.

Ces textes s'appliquent à l'ensemble des entreprises ci-dessus définies se situant sur le territoire national, y compris dans les départements et territoires d'outre-mer.

Article 2

Modification de l'intitulé de la convention collective

Consécutivement à ce qui précède, les parties conviennent de libeller l'intitulé de la convention collective nationale des entreprises de vente par catalogue comme suit :

« convention collective nationale des entreprises de vente à distance ».

Article 3

Caractère obligatoire

Il ne peut être dérogé au présent avenant, par accord de groupe, d'entreprise ou d'établissement, que dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 4

Notification et validité de l'avenant

La partie la plus diligente des organisations signataires de l'avenant en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité des présentes dispositions est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans les champs d'application de la convention collective. L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de notification de l'avenant.

Article 5

Dépôt

Conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente auprès de la direction départementale du Nord, lieu de signature, et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Lille.

Article 6

Demande d'extension

Les parties signataires conviennent de procéder à la demande d'extension du présent avenant.

Article 7

Date d'application

Les dispositions du présent avenant prendront effet à compter de la date de signature.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 9 novembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France ;

Syndicat national des entreprises de vente à distance.

Syndicats de salariés :

Fédération des employés et cadres Force ouvrière ;

Fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries du textile, de l'habillement et connexes CFE-CGC ;

Fédération du commerce et des services CGT ;

Fédération des services CFDT ;

Fédération commerce, services et forces de vente CFTC ;

Fédération cuirs, textile habillement Force ouvrière.